



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.3/50/L.48
5 décembre 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquantième session
TROISIÈME COMMISSION
Point 112 b) de l'ordre du jour

QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME : QUESTIONS
RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME, Y COMPRIS LES DIVERS
MOYENS DE MIEUX ASSURER L'EXERCICE EFFECTIF DES DROITS
DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES

Afghanistan, Albanie, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie,
Australie, Autriche, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Cambodge,
Canada, Chypre, Costa Rica, Danemark, El Salvador, Équateur,
Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fédération de Russie,
Finlande, Géorgie, Grèce, Guyana, Honduras, Hongrie, Islande,
Israël, Italie, Kazakstan, Lesotho, Lettonie, Liechtenstein,
Maroc, Monaco, Norvège, Panama, Portugal, République tchèque,
Slovaquie, Slovénie et Suède : projet de résolution

Promotion effective de la Déclaration sur les droits des personnes
appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses
et linguistiques

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 47/135 du 18 décembre 1992, par laquelle elle a
adopté la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités
nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, ainsi que sa résolution
49/192 du 23 décembre 1994,

Consciente de la nécessité de défendre et protéger effectivement les droits
des personnes appartenant à des minorités, tels qu'ils sont énoncés dans la
Déclaration,

Prenant acte de la résolution 1995/24 de la Commission des droits de
l'homme en date du 3 mars 1995¹ sur les droits des personnes appartenant à des
minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, par laquelle la

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, 1995, Supplément
No 3 et rectificatifs (E/1995/23 et Corr.1 et 2), chap. II, sect. A.

Commission a notamment décidé d'autoriser la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à créer, initialement pour une période de trois ans, un groupe de travail intersessions composé de cinq de ses membres, qui se réunirait chaque année pendant cinq jours ouvrables, afin de promouvoir les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques,

Rappelant la résolution 1995/31 du Conseil économique et social en date du 25 juillet 1995, par laquelle le Conseil a autorisé la création de ce groupe de travail,

Notant que le Groupe de travail a tenu sa première session du 28 août au 1er septembre 1995 et que son rapport sera communiqué à la Commission des droits de l'homme,

Ayant à l'esprit les dispositions de l'article 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques² concernant les droits des personnes appartenant à des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques,

Se rendant compte que l'Organisation des Nations Unies a un rôle de plus en plus important à jouer en ce qui concerne la protection des minorités, notamment en tenant dûment compte de la Déclaration et en la faisant appliquer,

Notant avec préoccupation que, dans de nombreux pays, les différends et les conflits touchant des minorités sont de plus en plus fréquents et de plus en plus graves et ont souvent des conséquences tragiques,

Affirmant que l'adoption de mesures efficaces et la création de conditions propices à la défense et à la protection des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, et propres à garantir la non-discrimination effective et l'égalité pour tous, favorisent la prévention et le règlement pacifique des problèmes de situations mettant en jeu les droits fondamentaux des minorités,

Considérant que la défense et la protection des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques contribuent à la stabilité politique et sociale des États dans lesquels elles vivent, ainsi qu'à la paix, et enrichissent le patrimoine culturel de la société dans son ensemble,

Réaffirmant que les États ont l'obligation de veiller à ce que les personnes appartenant à des minorités puissent exercer pleinement et effectivement tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales sans discrimination d'aucune sorte et en toute égalité devant la loi, conformément à la Déclaration,

Notant les initiatives positives prises par de nombreux pays ainsi que par des organisations régionales pour protéger les minorités et promouvoir la compréhension mutuelle,

² Résolution 2200 A (XXI), annexe.

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la promotion effective de la Déclaration³,

1. Prend acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général;
2. Demande instamment aux États et à la communauté internationale de défendre et de protéger les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, tels qu'ils sont énoncés dans la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, notamment en facilitant la pleine participation de ces personnes à tous les aspects de la vie politique, économique, sociale, religieuse et culturelle de la société dans laquelle elles vivent ainsi qu'au progrès économique et au développement de leur pays;
3. Demande instamment aux États de prendre, selon qu'il conviendra, toutes les mesures nécessaires, notamment sur les plans constitutionnel, législatif et administratif, pour promouvoir et appliquer les principes énoncés dans la Déclaration;
4. Engage les États qui le souhaitent à envisager de conclure des arrangements ou des accords bilatéraux et multilatéraux afin de protéger les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques sur leur territoire, conformément à la Déclaration;
5. A conscience que le respect des droits de l'homme ainsi que la promotion de la compréhension et de la tolérance par les gouvernements et les minorités et entre les minorités elles-mêmes sont vitaux pour la protection et la promotion des droits des personnes appartenant à des minorités;
6. Invite le Secrétaire général à fournir, à la demande des gouvernements intéressés, des services d'experts portant sur les problèmes des minorités, y compris sur la prévention et le règlement des différends, afin d'aider à résoudre les problèmes qui se posent ou risquent de se poser et qui concernent des minorités;
7. Prie le Secrétaire général, lorsqu'il mettra en oeuvre la présente résolution, de fournir au Centre pour les droits de l'homme (Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies), dans les limites des ressources disponibles, des ressources humaines et financières à affecter au programme de services consultatifs et d'assistance technique;
8. Demande au Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de promouvoir, dans l'exercice de son mandat, l'application de la Déclaration et, à cette fin, de poursuivre le dialogue avec les gouvernements intéressés;
9. Engage tous les organes créés en vertu d'instruments internationaux, ainsi que les représentants spéciaux, les rapporteurs spéciaux et les groupes de travail de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, à

³ A/50/514.

tenir dûment compte, dans l'exercice de leur mandat, de la défense et de la protection des droits des personnes appartenant à des minorités;

10. Invite les États, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressées, les représentants spéciaux, rapporteurs spéciaux et groupes de travail à continuer de fournir, selon qu'il conviendra, des informations sur la manière dont ils font respecter et appliquer les dispositions de la Déclaration;

11. Invite le Secrétaire général à continuer de diffuser l'information nécessaire pour faire connaître la Déclaration et mieux en faire comprendre la teneur, en menant notamment des activités dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme;

12. Demande aux États et au Secrétaire général de tenir dûment compte de la Déclaration dans les programmes de formation des fonctionnaires;

13. Prie le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'agir en coordination et en consultation avec les organisations régionales pour les questions intéressant les minorités;

14. Encourage les organisations intergouvernementales et non gouvernementales à continuer de contribuer à la défense et à la protection des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques;

15. Prie le Secrétaire général de lui rendre compte à sa cinquante et unième session de l'application de la présente résolution, au titre de la question intitulée "Questions relatives aux droits de l'homme".
